LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Lewis: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Il y a eu des discussions entre les partis. Sauf erreur, vous vous apercevrez qu'il y a consentement unanime pour passer à l'étude du projet de loi S-21 à ce stade-ci.

M. le vice-président: Y a-t-il consentement unanime pour passer à l'étude du projet de loi S-21?

Des voix: D'accord.

M. Lewis: Monsieur le Président, vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour que le projet de loi franchisse toutes les étapes aujourd'hui. Si la motion proposait de le renvoyer à un comité plénier de la Chambre, nous pourrions lui faire franchir toutes les étapes.

M. le vice-président: Y a-t-il consentement unanime pour que le projet de loi franchisse toutes les étapes aujourd'hui?

Des voix: D'accord.

M. Vankoughnet: Monsieur le Président, à la demande de la député de Mount Royal (M^{me} Finestone), qui n'est pas à la Chambre aujourd'hui, je demande à être désigné parrain du projet de loi S-21, Loi reconstituant la société Grenville Aggregate Specialties Limited de Madoc, en Ontario, et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. Avec la permission de la Chambre, je demande donc que, aux fins des dossiers de la Chambre, mon nom soit substitué à celui de la députée à titre de parrain du projet de loi.

Je demande le consentement unanime de la Chambre pour effectuer toutes les étapes de l'étude du projet de loi S-21 maintenant.

M. le vice-président: La Chambre a entendu la demande du député. Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

ORDRES INSCRIT AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ GRENVILLE AGGREGATE SPECIALTIES LIMITED

M. Bill Vankoughnet (Hastings—Frontenac—Lennox et Addington) propose: Que le projet de loi S-21, tendant à reconstituer la société Grenville Aggregate Specialties Limited et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, soit lu pour la 2^e fois et, par consentement unanime, renvoyé au comité plénier.

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, je pensais que le député expliquerait brièvement pourquoi nous avons accepté d'adopter ce projet de loi. À mon avis, une brève explication s'impose.

Parrainé par le sénateur Roméo Leblanc, le projet de loi S-21 a fait l'objet d'une étude rapide au Sénat. Je n'ai pas l'intention de prolonger le débat ici, mais les gens devraient

Grenville Aggregate Specialties

savoir que le projet de loi vise à reconstituer une société qui a été créée en 1964 mais qui, pendant trois ans, n'a pas présenté de rapport annuel au secrétaire d'État. Après la publication d'un avis dans la *Gazette du Canada* en 1967, la société a été dissoute en 1968.

Depuis ce temps-là, il semble que la société a agi comme si elle n'avait pas été dissoute. Le conseil d'administration a continué à faire des affaires sans savoir que la société avait été dissoute. Elle est présentement à vendre, mais pour ce faire il faut d'abord la reconstituer. Comme la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes n'a pas de disposition concernant la reconstitution, il faut une loi spéciale du Parlement et c'est pourquoi nous sommes saisis du projet de loi S-21. C'est aussi simple que cela.

J'aurai peut-être une ou deux questions à poser à l'étape du rapport, mais il s'agit tout simplement de reconstituer une société comme nous le faisons depuis des années lorsque le conseil d'administration, les avocats ou les personnes qui agissent au nom de la société ont oublié de présenter au secrétaire d'État chaque année la documentation qui s'imposait.

M. le vice-président: La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

M. le vice-président: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 2^e fois et la Chambre se constitue en comité plénier, sous la présidence de M. Danis.)

M. le Président: À l'ordre. La Chambre siège en comité plénier pour étudier le projet de loi S-21, Loi reconstituant la société Grenville Aggregate Specialties Limited et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.

(L'article 1 est adopté.)

Sur l'article 2—Protection des droits

M. Gauthier: Monsieur le président, l'article 2 me pose un problème. Je n'aime pas beaucoup le libellé de cet article, à savoir que la reconstitution de cette société ne doit pas porter atteinte aux droits acquis par les tiers pendant la période de dissolution. Je crois que c'est une question légitime à laquelle il faut répondre à la Chambre.

Le projet de loi est-il rédigé de façon à protéger les gens qui ont fait affaire avec la société quand elle n'était pas encore vraiment reconnue? Ce qui me préoccupe, c'est que des tiers qui ont fait affaire avec la société ne sachent pas qu'elle a été dissoute. Les tiers risquent-ils de subir un préjudice? Si on pouvait répondre à cette question par l'affirmative, je serais satisfait.

M. Vankoughnet: Monsieur le président, sauf erreur, le projet de loi a été rédigé de façon à tenir compte de cela. On s'occupera de tout ce qui s'est passé.